

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Lorient, notamment sur le développement économique de la Bretagne dans le domaine industriel, agricole et maritime, mercredi 22 avril 1981.

Mes chers Lorientaises, et mes chers Lorientais, mes chers Bretonnes et mes chers Bretons, je vous remercie d'être venus si nombreuses et si nombreux à cette réunion de ce soir et d'être venus de l'ensemble des départements bretons, de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan.

- Je m'adresse aux organisateurs, je regrette qu'ils aient choisi un chapiteau aussi petit, car malheureusement il reste du monde dehors. Je sais que vous vous êtes serrés pour les accueillir, je m'excuse vis-à-vis de ceux qui sont au dehors, j'espère au moins que ma voix leur parvient.

- Je suis heureux aussi de saluer les élus de la Bretagne, les élus d'aujourd'hui, certains des élus d'hier, certains des élus de demain, ces élus qui assurent largement dans nos assemblées la représentation de votre grande et vigoureuse région.

- D'ailleurs, vous savez que pendant mon septennat, je veux dire pour être tout à fait précis, mon premier septennat, j'ai associé très étroitement les élus bretons à la gestion du gouvernement national, puisque l'Ille-et-Vilaine a eu le record du nombre des ministres au gouvernement, il y a eu, en effet, trois ministres venant d'Ille-et-Vilaine, M. Bourges, M. Méhaignerie, M. Cointat, dans le Finistère, M. Becam, dans le Morbihan, prenant le relais de l'actuel président du Conseil régional de Bretagne, le ministre de l'intérieur, Christian Bonnet. Il reste une place à remplir pour les Côtes-du-Nord, j'espère que nous aurons l'occasion de le faire. D'ailleurs, en France, on vous dit toujours que les gouvernements sont trop nombreux et on dit : "Vous devriez faire des gouvernements plus réduits de 12 personnes, de 15 personnes", mais si toutes les régions étaient représentées dans la proportion de la Bretagne, il nous faudrait des gouvernements de 60 personnes !\

Dans votre Bretagne, terre de fidélité à la majorité, j'ai choisi de venir à Lorient, ville d'opposition, et je pourrais, moi aussi, me contenter du succès facile devant les mêmes militants migrants que l'on promène de réunion en réunion, mais je préfère rencontrer les Françaises et les Français de toutes opinions chez eux et c'est pourquoi je suis allé aujourd'hui dans deux villes qui sont actuellement des villes de l'opposition dans l'Ouest, mais dont je sais, dont je souhaite, que la population nous apporte bien entendu son soutien.

- Je suis allé à Angers, ville provisoirement d'opposition et je suis venu à Lorient.

- Je voudrais, dans cette réunion - vous avez fait de longues routes, je pense à ceux qui sont venus des Côtes du Nord ou à ceux qui sont venus du Finistère - vous parler d'une manière complète de vos problèmes. Je vais donc retenir un peu longuement votre attention, mais je répondrai ainsi aux questions pertinentes qui m'ont été posées par M. Raymond Marcellin, qui me vouvoyait dans cette circonstance alors qu'ayant été jadis collègues parlementaires ensemble nous nous tutoyons, mais je pense qu'à l'issue de la campagne électorale, nous reviendrons à nos anciennes habitudes, et aux questions qui m'ont été posées par M. Cointat. Donc trois sujets :

-- Premier sujet : l'enjeu national, et j'y reviendrai naturellement en conclusion £

-- Deuxième sujet : l'avenir de la Bretagne,

-- Troisième sujet que j'ai choisi de traiter devant vous : les problèmes de la mer et de la pêche.\

D'abord, la campagne `campagne électorale` nationale. Au début de cette campagne, j'ai dit que

... cette campagne, campagne électorale nationale de cette campagne, j'espère que je souhaitais que cette campagne soit une chance pour la France, parce que c'est une chance démocratique pour chacune et chacun d'entre vous de pouvoir choisir librement celui qui présidera aux destinées de notre pays.

- Vous connaissez la carte du monde : 150 Etats. Dans combien de ces Etats, les citoyennes et les citoyens, les hommes et les femmes peuvent-ils choisir librement celui qui conduira leur destinée ? Dans combien de pays du monde un Président de la République en exercice, ce qui est mon cas jusqu'au 24 mai prochain, conduit-il une campagne aussi démocratique et aussi égale que la mienne, avec mon nom tiré au sort parmi les autres candidats pour savoir l'ordre dans lequel on passe et ma participation à des réunions comme celle-ci où je rencontre directement les Françaises et les Français ? Nous donnons dans cette campagne un exemple de démocratie.

- Malheureusement, les grands problèmes de la France ne sont pas traités dans cette campagne et on vient faire de la démagogie, on vient faire de l'électorisme pour tenter d'abuser de votre confiance et pour tenter de gagner vos voix, mais les grands problèmes de la France, la paix, la sécurité, l'indépendance énergétique, l'avenir industriel de la France, le problème de l'emploi des jeunes, qui vous en parle d'une manière sérieuse et précise si ce n'est le citoyen-candidat ? Je vous rappelle ce que sont mes grands objectifs pour la France. Premier objectif : la paix. La Bretagne, comme d'ailleurs toutes les autres régions de France, a payé un très lourd tribut aux guerres, il n'y a pas de famille dans votre région qui ne compte parmi ses anciens des hommes ou des femmes qui ont été victimes des guerres sanglantes que la France a dû subir ou qui n'a été victime des combats de la Résistance que vous avez menés en Bretagne. C'est pourquoi la première responsabilité d'un candidat à la présidence de la République, c'est de vous dire qu'il se battra pour la paix.

- Si au-cours de mes deux septennats, je réussis comme je le pense, à maintenir la France en paix, j'aurai fait pour elle plus que n'importe quelle autre action et donc, comme pendant sept ans j'ai maintenu la France en paix, je continuerai à poursuivre le dialogue pour la paix.

- Je le ferai à-partir d'une situation de puissance et de force. Nous sommes ici, à Lorient, dans un grand port militaire et nous avons à Brest l'essentiel de notre force nucléaire stratégique, vous savez donc, en Bretagne, que la France est devenue la troisième puissance militaire du monde et que, donc, nous assurons notre sécurité nous-mêmes, par nos propres moyens, avec une force dont la France n'a jamais disposé à un tel niveau au-cours de son histoire, force à la création de laquelle M. Bourges a apporté, je dois le dire, une contribution éminente sous l'autorité et sous l'impulsion du Président de la République.

- Donc, mon premier objectif : me battre pour garder la France en paix et je souhaite que lorsque vous voterez dimanche et ensuite le dimanche suivant, vous pensiez un instant pas uniquement aux promesses démagogiques ou catégorielles que je pourrais faire aussi bien que quiconque, je peux vous promettre la suppression de tous les impôts, parce que je sais que quand on le promet on est sûr de ne pas le tenir, mais par contre je vous demande de réfléchir à la sécurité de la France et au maintien de la paix en France, parce que c'est de cela que dépendra avant toute autre chose, l'avenir de notre pays : la paix et la liberté.

La liberté : on ne peut pas seulement, dans le monde moderne, être des spectateurs, nous sommes des spectateurs du combat pour la liberté que mènent les autres, vous lisez dans la presse les efforts de tel ou tel peuple d'Europe pour conquérir sa liberté et, d'ailleurs, vous êtes émus par ces efforts, vous entendez les appels, par exemple, du peuple polonais qui cherche en vain à pouvoir s'exprimer librement, comme vous avez, vous, la chance de pouvoir le faire. Eh bien, nous ne pouvons pas être simplement les spectateurs du combat de la liberté dans le monde, nous devons être les défenseurs de la liberté.

- Nous sommes au mois d'avril 1981, vous m'avez élu en 1974, est-ce que la France de 1981 est moins libre que la France de 1974 ? J'ai maintenu la France comme un pays exemplaire de liberté et je prends l'engagement, si je suis élu à nouveau, de garder la France comme un pays exemplaire de liberté dans le monde.

La paix, la liberté, la solidarité entre Français. Ici, en Bretagne, vous n'êtes pas dans une région d'égoïsmes, vous avez toujours eu le sens du travail en-commun, le sens de la fraternité.

Regardez ce que nous avons fait ensemble pendant sept ans :

- Nous avons, pendant une période de crise, tiré les plus âgés d'entre nous, les personnes âgées de France, de la situation de misère qui était souvent la leur. J'ai connu autrefois, dans la région que je représentais qui est aussi une région celte, puisque c'est l'Auvergne, ce qu'était la condition des personnes âgées, j'ai connu les hospices de vieillards, sans chauffage et avec les salles communes dans lesquelles on laissait les morts, parce qu'on ne savait pas où les emporter, j'ai connu la détresse des personnes âgées sans ressources. En sept ans, nous avons accompli pour la transformation de la situation des personnes âgées plus qu'au-cours d'aucune période de notre histoire.

- Et je souhaite que les plus âgés des Bretonnes et des Bretons s'en souviennent, comme je souhaite aussi que les femmes aperçoivent l'effort continu qui a été accompli pour leur donner une place plus large et plus juste dans notre société. Je vous rappelle, par exemple, que les épouses d'exploitants agricoles n'avaient pas droit à une retraite à leur propre titre jusqu'à mon élection & je vous rappelle que la situation des veuves était injuste en France et que malgré la crise nous avons commencé à régler tous ces problèmes & je vous rappelle aussi l'effort national en faveur des handicapés que nous avons voulu insérer dans notre société pour qu'ils ne restent pas une catégorie souffrante à l'écart de la société fraternelle des Français. Tout ceci, nous l'avons fait depuis 1975.\

Je vous rappelle enfin l'effort continu en faveur de la revalorisation de la condition des travailleurs manuels, travailleurs manuels de l'industrie, travailleurs manuels de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce.

- La catégorie des travailleurs manuels était, vous le savez, considérée comme à part dans la société française, leur revenu augmentait plus lentement que celui des autres, bien qu'ils soient l'infanterie de notre production.

- Depuis 1974, nous avons resserré et réduit les inégalités et les ressources des travailleurs manuels ont progressé plus vite que celles des autres catégories & alors que dans la période d'abondance, ce sont les plus démunis des Français qui voyaient leurs ressources augmenter le plus lentement nous avons resserré la solidarité entre Français et nous continuerons de le faire.

- Voilà, donc, mes trois objectifs fondamentaux : la paix, la liberté, la solidarité entre les Français.

- Et j'en viens à celui que je traiterai tout à l'heure, l'espoir, c'est-à-dire le développement de la France et le problème de l'emploi des jeunes Françaises et des jeunes Français, des jeunes Bretonnes et des jeunes Bretons.\

Cette solidarité, nous l'avons aussi exercée sur-le-plan national en-faveur des régions et je pense à la Bretagne. Je vous parle maintenant de la Bretagne et je réponds à ce que disait tout à l'heure Raymond Marcellin.

- La Bretagne d'aujourd'hui, vous avez de la peine à vous souvenir, les plus âgés d'entre vous, de la Bretagne de votre enfance ou de votre jeunesse, c'était une autre Bretagne et quand on survole, comme je l'ai fait tout à l'heure le paysage breton d'aujourd'hui, on voit une autre Bretagne. Cette Bretagne, c'est le résultat de vingt ans d'efforts et de continuité, c'est naturellement le résultat des efforts des Bretons eux-mêmes, mais qui ont été aidés par les gouvernements successifs de la Vème République, car c'est la Vème République, c'est la majorité de la Vème République, qui a reconnu, pour la première fois, la priorité régionale de la Bretagne. Personne ne s'en était occupé auparavant à la même échelle !

- Il y a vingt ans, et vous connaissez les très beaux ouvrages écrits sur la Bretagne d'autrefois, la Bretagne était encore une presque île mal reliée au continent par des routes incommodes et sinueuses, sa population, qui diminuait depuis un siècle, était cependant jugée encore trop nombreuse on disait : on ne peut pas réussir à la faire travailler sur-place, il faut qu'elle s'en aille & elle n'arrivait pas à retirer suffisamment de ressources de sa terre et de sa mer !

- Aujourd'hui, la Bretagne est traversée au Nord, au Sud, et bientôt, grâce à l'effort que nous allons poursuivre, au centre de la Bretagne, par les grandes routes tracées par le général de Gaulle, construites et achevées par ses deux successeurs.

- Ses ports ont été équipés et agrandis, c'est à l'Elysée, il y a un an, qu'ont été décidés les

travaux qui permettent à Lorient, comme aux autres ports bretons, de remplir leur vocation pour le commerce agro-alimentaire. La Bretagne d'aujourd'hui, le savez-vous, est la région française la mieux desservie par les lignes aériennes intérieures dont aucune n'existait il y a vingt ans. J'ai invité le gouvernement, vous le savez, sur la proposition des élus bretons réunis sur cette tribune, à décider l'électrification des chemins de fer bretons, de manière à vous faire bénéficier des meilleures conditions de circulation et d'approvisionnement. Cette électrification va être engagée.\

Au-prix d'un effort qui fait l'admiration et souvent l'envie de l'Europe entière, l'éleveur breton, dans votre région si profondément traditionnelle, a réussi à produire aujourd'hui deux fois plus que la moyenne des éleveurs français. Vous êtes maintenant dans un certain nombre de domaines à la tête de la technique agricole française et en même temps la Bretagne est devenue une de nos régions de pointe en matière industrielle.

- Il y a, il est vrai, des emplois qui disparaissent, mais il est encore plus vrai, de nombreux emplois qui se créent. Chaque année, pour la Bretagne, 12000 emplois supplémentaires dont un millier d'emplois industriels. Comme je l'avais promis aux élus bretons et malgré toutes les difficultés, et malgré les prophéties de malheur que vous avez entendu s'exprimer à diverses reprises, l'industrie électronique bretonne a résisté à la crise, elle a résisté parce que nous avons décidé de transformer et de rénover notre industrie téléphonique.

- Il y a quelques années, je prends à témoin les élus des Côtes-du-Nord, les élus d'Ille-et-Vilaine, tous les industriels disaient qu'il y aurait de fortes diminutions d'emploi dans les industries téléphoniques et électroniques bretonnes, et quand on est venu nous le dire, nous avons dit aux industriels : il n'en est pas question, car vous devez conquérir de nouveaux marchés à l'exportation, vous devez en être capables et vous devez, au contraire, peu à peu créer de nouveaux emplois en Bretagne.

- D'ailleurs, c'est ici, ou plus exactement dans le département voisin d'Ille-et-Vilaine, que la première expérience mondiale d'annuaire électronique va être lancée pour l'ensemble de la population et ainsi les Bretons seront, dans le monde, les premiers à avoir individuellement, chez eux, la forme la plus avancée de technologie, et si cette expérience réussit en Ille-et-Vilaine, elle sera étendue, bien entendu, aux autres départements bretons.

- Nous avons demandé que ces annuaires électroniques soient fabriqués dans votre région. Vous serez donc à la pointe du progrès, une expérience mondiale sans précédent, à-partir de matériel fabriqué dans votre région.\

Cette industrie bretonne, qui est maintenant une industrie très vivante et très moderne, elle est née d'une volonté politique, qui était la volonté politique de décentraliser des activités qui se seraient spontanément installées ailleurs ou qu'on faisait venir de la région parisienne.

- Alors, je vous dis que cette politique de décentralisation économique, je la poursuivrai pour la Bretagne et je vous demande d'écouter attentivement ce que disent mes concurrents à cet égard, c'est-à-dire d'écouter attentivement ce qu'ils disent en Bretagne et ce qu'ils disent à Paris, car ils trompent ou les Bretons ou les Parisiens !

- Je suis partisan de la politique de décentralisation industrielle, il n'est pas question de l'arrêter, nous la poursuivrons en direction de la Bretagne.

- Cette Bretagne n'avait pas de source d'énergie - vous partez, mais vous reviendrez tout à l'heure, parce que je veux partir avec vous, alors ne vous éloignez pas trop - la Bretagne n'avait pas de source d'énergie et d'ailleurs je me souviens très bien, les élus du Finistère s'en souviennent aussi, que la Bretagne cherchait à en avoir. Il y avait une vieille revendication qui était l'installation d'une raffinerie de pétrole en Bretagne, on la souhaitait au voisinage de Brest. Or, je vous indique que les raffineries de pétrole ne sont pas très écologiques, que les dimensions de l'installation, que les pollutions sont au contraire importantes et cependant la Bretagne souhaitait, parce que c'était raisonnable, disposer d'une source d'énergie autonome.\

Eh bien, je crois que la Bretagne doit disposer de notre ressource d'électricité nationale, cette ressource qui nous mettra à l'abri des mauvais coups et qui font que s'il y a une crise quelque part dans le monde, les élevages bretons ne verront pas se couper l'électricité, l'artisanat breton ne verra pas s'éteindre les lumières ou s'arrêter les moteurs. et les industries électroniques

ne vont pas éteindre les fermiers ou éteindre les moteurs, et les machines électriques bretonnes ne seront pas amenées à fermer les portes des usines.

- Parce que nous devons avoir notre indépendance, nous ne pouvons pas vivre dans ce monde tourmenté et dangereux si nous n'assurons pas nous-mêmes notre propre vie. Nous devons le faire, je le dis, dans le respect, autant que possible, de toutes les traditions et de toutes les données naturelles de la Bretagne.

- D'ailleurs, je suis allé visiter récemment, dans le Nord, une des grandes centrales nucléaires que nous avons construites dans un pays plat, près de Dunkerque, qui est la plus grande d'Europe, et je peux vous dire que lorsqu'on circule dans ce paysage, on l'aperçoit à peine.

- Nous devons faire, pour la Bretagne, le même effort d'environnement, mais il est important que vous ayez votre source d'énergie indépendante et nationale. Je vous indique que cela permettra de baisser progressivement les tarifs de l'électricité. A l'heure actuelle, l'électricité française est déjà la moins chère d'Europe, elle est la moins chère, et donc pour les agriculteurs, les éleveurs, tous ceux qui fabriquent, vous allez disposer progressivement de la source d'énergie la moins coûteuse d'Europe. Nous allons pouvoir réduire les tarifs au voisinage des centrales et ainsi assurer à la fois la sécurité des approvisionnements et un prix compétitif.\

Enfin, la Bretagne était désarmée contre les pollutions et elle a connu, au-cours des dernières années, des accidents successifs qui ont pollué les côtes bretonnes, et notamment les côtes de l'Ouest de la Bretagne et du Nord de la Bretagne. Il y a là, d'ailleurs, M. Achille-Fould et M. Becam, qui, tous les deux, se sont occupés successivement et avec beaucoup d'efficacité, de cette lutte contre la pollution, mais avec les moyens de l'époque.

- Nous avons maintenant, au contraire, un effort sans précédent qui a été fait pour protéger la Bretagne contre les risques de pollution. Trois grands centres de surveillance ont été construits depuis Ouessant jusqu'à la Manche, une flotte de 11 navires de patrouille est actuellement en chantier pour assurer la sécurité de la circulation au large des côtes bretonnes et, à mon initiative, la France a fait accepter par toutes les puissances maritimes, et c'est la raison pour laquelle il y a ici, ce soir, le ministre des transports `Daniel Hoeffel`, qui, quoiqu'Alsacien, veille avec la plus grande opiniâtreté sur les intérêts maritimes de la France, la modification des trafics au large de la Bretagne et dans la Manche, ainsi que la mise en-place d'une balise internationale en pleine mer qui n'existe pas à l'heure actuelle et qui permettra à chacun des navires de repérer exactement son trajet et de se tenir à la distance prescrite des côtes.\

Je me souviens que lorsque je suis venu dans le Morbihan, il y a déjà de cela trois ans, car je suis venu trois fois dans le Morbihan, au-cours de mon septennat, à Ploermel, j'avais promis une renaissance de la culture bretonne, et une charte culturelle a été signée avec la Bretagne. Je proposerai que cette charte soit renouvelée à son expiration, c'est-à-dire en 1982, après la concertation nécessaire avec les élus bretons.

- Aujourd'hui, pour la première fois depuis un siècle, les Bretons sont plus nombreux qu'ils n'étaient et les jeunes restent en Bretagne. Aujourd'hui, c'est un Breton qui bat le record de la traversée de l'Atlantique, c'est un Breton qui gagne le Tour de France et le championnat du monde cycliste. La Bretagne, ainsi, nous l'avons tous mise au premier rang, nous l'aiderons à y rester ! J'en ai pris l'engagement envers vos élus en dehors de toute période électorale et il faut maintenant maintenir l'aide à la Bretagne, je pense ici à l'Argoat en même temps qu'à l'Armor, mais il faut aider la Bretagne de 1981 et non plus celle de 1960.\

La Bretagne de 1981, c'est-à-dire la région la plus moderne d'Europe, au point de vue agricole, connaît les difficultés de la crise, elle en souffre d'autant plus que pour parvenir au premier rang en Europe, les Bretons ont pris des risques et ont dû beaucoup s'endetter, c'est le cas, je le sais, des agriculteurs et je m'adresse à eux.

- Le ministre breton de l'agriculture `Pierre Méhaignerie`, qui n'a qu'un seul défaut, comme je le disais tout à l'heure à Angers, mais un défaut très grave et un défaut dont je souhaite qu'il se guérisse, qui est celui de sa modestie, a obtenu sans doute plus que quiconque pour les agriculteurs français, mais il n'a pas pris l'attitude facile des batteurs d'estrade pour faire reconnaître ses mérites.

- Il a obtenu une augmentation des prix agricoles dont personne, vous le savez, parmi les

dirigeants de l'agriculture française, n'osait y croire il y a quelques mois. Je situe l'ordre de grandeur de ce résultat :

- Nous avons obtenu une hausse de prix de 12,2 %. Or, les dernières prévisions concernant l'évolution des prix en France pour 1981 situent la hausse aux alentours de 11, 11,5 %. Donc, en 1981, la hausse des prix agricoles à la production sera supérieure au taux d'inflation en France, c'est-à-dire qu'au lieu de voir se creuser l'écart entre les coûts de production de l'agriculture et les prix de vente, cette année l'écart sera en sens inverse, bien entendu s'il n'y a pas de bouleversement politique, économique ou social dans notre pays.

- Et des hommes politiques qui n'avaient pas cessé de prédire, et peut-être, au fond d'eux-mêmes, de souhaiter l'échec de ces négociations, qui avaient annoncé que nous ne parviendrions pas à un accord, on ne les entend plus parler de ce sujet ! Pourquoi sont-ils gênés lorsque la France gagne ? Pourquoi n'ont-ils pas l'esprit sportif de reconnaître que lorsqu'un bon résultat est obtenu, c'est en faveur de la France et que chacun doit s'en réjouir ?

Aux agriculteurs bretons, je veux dire que je veillerai personnellement à ce que ces décisions obtenues après tant d'efforts, se traduisent rapidement et intégralement dans les prix payés aux producteurs, et j'admets que M. Méhaignerie soit modeste pour lui, mais je lui demande de ne pas l'être pour moi et en-particulier de vous rendre compte de l'insistance avec laquelle, dans les Conseils des ministres successifs, je demande qu'on mette rapidement en vigueur les mesures qui ont été décidées pour notre agriculture.

- J'ai demandé en-particulier à M. Méhaignerie et à M. Debatisse de réunir les agriculteurs, les industriels et les commerçants pour régler les problèmes qui sont encore en suspens et je crois savoir qu'une réunion a eu lieu aujourd'hui-même.

- De même, pour une production en tête de laquelle vous arrivez en Europe, je veux dire la production porcine un premier mouvement favorable des prix a été constaté après la suppression des montants compensatoires du Benelux, toutefois les cours actuels restent insuffisants en Bretagne. C'est pourquoi il a été demandé au ministre de l'agriculture de porter le prix garanti à un niveau plus élevé que 8 francs 40 le kilo, et je précise aux éleveurs bretons que l'administration tient dès aujourd'hui tous les crédits nécessaires à la disposition des groupements de producteurs, dont je souhaite qu'ils les répercutent rapidement auprès de leurs adhérents.

- Il y a eu parmi les éleveurs bretons, car je suis bien renseigné, une campagne au-cours des derniers mois ou des dernières semaines, pour leur faire croire que l'action du Président de la République avait été contraire à leurs intérêts. Je dis que ceux qui mènent cette campagne, ou bien ne sont pas compétents, c'est-à-dire qu'ils ne savent pas ce que nous avons décidé et obtenu, ou bien mentent à leurs adhérents, et je préfère croire qu'ils ne sont pas compétents. Alors, qu'ils se renseignent et qu'ils voient auprès du ministre de l'agriculture ce qui a été obtenu et décidé pour soutenir l'élevage français et l'élevage breton.

La Bretagne est une terre de libertés.

- Parmi toutes les libertés, il en est une à laquelle les Bretons sont particulièrement attachés : la liberté de confier leurs enfants à l'école de leur choix, et quand je vois tout ce qui a été fait depuis vingt ans par les Bretons, je me dis que les jeunes Bretons n'ont pas été plus mal formés que les autres Français. Cette liberté, vous savez ce qu'en pensent les partis d'opposition. Or je la considère pour ma part comme une de nos libertés fondamentales, je l'ai défendue et je la défendrai avec la même énergie que les autres grandes libertés républicaines.

- Bien entendu nous donnerons à tous les moyens d'enseignement public, ce qui est nécessaire pour qu'ils puissent poursuivre dans des conditions satisfaisantes leur importante mission en Bretagne, qu'il s'agisse de la formation scolaire, qu'il s'agisse aussi de la formation universitaire et des grandes Universités bretonnes, mais nous le ferons dans le respect du pluralisme et de la liberté.

- Depuis 1974 nous avons apporté aux maîtres de l'enseignement privé des conditions de carrière et d'accès à la retraite semblables à celles de leurs collègues de l'enseignement public. Je veillerai à parfaire l'oeuvre qui a déjà été accomplie, dans le même esprit de justice, de

pluralisme et de concorde nécessaire, car nous souhaitons que les jeunes Bretons puissent avoir à leur disposition toutes les formes d'enseignement dont ils ont besoin.\

Parce que je suis à Lorient, je vais vous parler naturellement de la mer et de la pêche, ceci n'intéresse pas nécessairement chacune et chacun d'entre vous, mais c'est une grande activité de la Bretagne et on ne comprendrait pas que, sur ce sujet, le candidat à l'élection présidentielle ne vous précise pas ses vues. La mer d'abord, la mer, nouvel espace à conquérir, avec des promesses immenses.

- La France, l'histoire nous l'enseigne, a connu son plus grand développement chaque fois qu'elle a su répondre à sa vocation maritime, et d'ailleurs les grands hommes d'Etat de la France ont souvent laissé leur nom associé à leur oeuvre maritime, je pense par exemple au nom de Colbert, qui n'était pas l'un des vôtres, qui a toujours vécu à l'intérieur des terres, mais qui avait compris l'immense atout que la mer représente pour la France.

- Notre pays est présent sur toutes les mers du globe. Il possède le troisième empire maritime du monde, en raison de nos départements d'outre-mer et de nos territoires d'outre-mer, 11 millions de kilomètres carrés de mer.

- Il nous faut donc une grande politique de la mer. Quelles en sont les directions ?

- - Affirmer la place de la France dans le monde,

- - Préparer et organiser notre avenir maritime.\

Il faut affirmer la place de la France dans le monde, d'abord en exerçant nos droits et le nouveau Droit de la mer nous accorde la souveraineté, je vous l'ai dit, sur une zone de 11 millions de kilomètres carrés, soit vingt fois la superficie du territoire national, nous devons faire respecter nos droits sur cet immense espace. C'est pourquoi j'ai arrêté, avec le ministre de la défense de l'époque, un plan de cinq ans, d'un montant de 800 millions de francs, pour la construction de 11 bâtiments, qui seront armés par 1100 marins supplémentaires de notre Marine nationale et qui assureront ainsi la présence maritime et la sécurité de cette zone de souveraineté maritime de la France.

- Mais le territoire n'est pas tout. Je pense au rôle de la Marine nationale dans la défense de notre indépendance, dans la protection de nos intérêts extérieurs, dans la sécurité de nos lignes d'approvisionnement. Cette Marine nationale, alors que ses constructions se poursuivaient à un rythme ralenti, nous avons décidé de mettre en chantier un nouveau programme de développement de notre marine de surface, comprenant la construction de nouveaux bâtiments et en particulier de deux grands porte-avions nucléaires, qui seront construits dans nos propres chantiers.\

Je pense aussi au rôle de notre flotte de commerce, à la présence de notre pavillon dans tous les ports du monde. Quand il m'arrive de circuler dans les différents Etats, que je suis sur un port, je regarde toujours pour voir s'il y a le pavillon français et on ne le voit pas suffisamment dans les grands ports du monde. Notre marine marchande doit être plus présente et doit assurer une proportion plus élevée du trafic de nos importations et de nos exportations. Le plan de développement, établi sur mon initiative alors que j'étais à l'époque ministre des finances, a permis d'augmenter de 50 % la taille de la flotte de commerce française en sept ans, et c'est pourquoi la France tiendra, dans le domaine de la mer, des positions fermes et nettes.

- Nous avons toujours refusé toute concession sur le principe de la liberté de navigation, nous avons toujours lutté sans faiblesse contre les pavillons de complaisance et nous continuerons de le faire.

- Il faut en second lieu préparer et organiser l'avenir. Vous savez que l'on voit se dessiner devant nous une nouvelle forme de possession de l'espace maritime, ce sera un formidable défi scientifique et technique, la France a déjà démontré par de grandes premières : le bathyscaphe, la plongée humaine profonde, qu'elle avait la capacité de relever ce défi et je propose à notre pays de faire en sorte que la conquête des océans, qui va occuper une grande partie de l'humanité dans les années à venir, soit aussi française.

- Il faut aussi prolonger, renforcer l'action menée dans le domaine de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée. Il faut intensifier nos développements technologiques et nos réalisations industrielles, qu'il s'agisse de la recherche du pétrole dans les mers profondes ou de

realisations industrielles, que il s'agisse de la recherche de pétrole dans les mers profondes, ou de l'exploitation des gisements de nodules qui occupent le fond de la mer.

- C'est pourquoi nous avons décidé de lancer un programme de recherche d'hydrocarbures français, c'est-à-dire de recherche de pétrole français. L'effort de prospection a été multiplié par cinq au-cours de mon septennat il s'élèvera à 1 milliard de francs cette année et, si nous continuons, la France sera présente sur la mer, la France sera présente sous la mer.\

Je vais maintenant vous parler de la pêche, car je suis ici à Lorient, grand port de pêche et j'ai eu l'occasion, au-cours de mon voyage en Bretagne, de rendre visite à d'autres ports de pêche, notamment dans le sud Finistère et également d'ailleurs dans le nord Finistère. La pêche maritime représente une richesse et une chance économique pour la France : 11000 bateaux de pêche professionnelle, 25000 marins pêcheurs. Cette richesse, il faut la préserver, il faut la protéger. Vous entendez souvent parler des débats sur la pêche. Quelles sont les difficultés ?

- C'est d'abord la création des zones exclusives de pêche au-profit des Etats riverains, dans des pays ou dans des régions où nos pêcheurs allaient pêcher. C'est ensuite la surexploitation des ressources qui fait disparaître une partie des réserves de la mer, et c'est le renchérissement des coûts de production, notamment du fait de la hausse du prix des pétroles. Ces difficultés sont réelles, elles ne sont pas insurmontables, si la France et ses pêcheurs font preuve à l'avenir de fermeté et de détermination.

- C'est pourquoi je propose à notre pêche maritime trois grandes directions pour surmonter ces difficultés, et ce sont les directions que le ministre des transports est chargé d'appliquer, avec ses services qui gèrent et qui défendent vous le savez les intérêts de notre pêche. D'abord préserver rigoureusement nos droits acquis et l'accès aux zones traditionnelles de pêche. Le 7 février 1977, je disais à Saint-Guérolé, que le gouvernement serait intransigeant dans la défense des droits français de la pêche. Cette position a été fermement maintenue.

- Lorsque vous regardez les comptes-rendus des discussions qui ont lieu à Bruxelles sur les problèmes de la pêche, et lorsqu'on dit "On n'a pas abouti à un accord ..." cela veut dire qu'on n'a pas abouti à un accord, parce que nous avons défendu les intérêts des pêcheurs français, car ce sont les autres qui demandent un accord & aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'accord, nous resterons dans le droit communautaire et donc nous défendrons les intérêts de nos pêcheurs.

- Alors, ne vous laissez pas abuser par la présentation, ce n'est pas la France qui demande de nouveaux accords, ce sont les autres qui les demandent et nous n'accepterons qu'un accord qui préserve intégralement les droits des français de la pêche, car la France n'entend pas transiger sur le maintien intégral de ses droits historiques, et je dis bien "le maintien intégral de ses droits historiques".\

Je pense en-particulier aux pêcheurs de Lorient dont les zones de pêche traditionnelles se trouvent en mer d'Irlande au large de la Cornouaille et dans le golfe de Gascogne, et il faut bien que vous voyiez que notre position est très forte dans cette négociation. Je m'excuse d'entrer dans un aspect presque technique, mais cela touche la vie de certains d'entre vous. Qu'est-ce qui s'est passé ? Nous avons accepté l'entrée d'un nouveau partenaire, la Grande-Bretagne. Ce n'est pas moi qui ai accepté l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté & lorsque j'ai été élu, en 1974, c'était déjà chose faite, et donc j'ai eu à traiter les problèmes d'une Europe dans laquelle était entrée la Grande-Bretagne. La demande britannique consiste à exclure de certaines zones de pêche les pêcheurs français qui y avaient des droits historiques. Or, il est évident qu'à-partir du moment où nous entrons dans une Communauté `CEE`, dans cette Communauté l'accès doit être au moins aussi facile qu'auparavant & il serait paradoxal qu'ayant réalisé une communauté, nous puissions faire, dans cette communauté, moins que ce que nous pouvions faire auparavant lorsque nos pays étaient, au contraire, extérieurs les uns aux autres.

- C'est pourquoi, je l'indique, la France ne transigera pas sur le maintien intégral des droits historiques de ses pêcheurs, et je rends hommage aux ministres des transports successifs, à mon ami Joel Le Theule, qui a été ministre des transports, d'origine bretonne et malheureusement, vous le savez, prématurément disparu, et aujourd'hui à M. Hoeffel, qui défend les intérêts des pêcheurs français avec une ténacité d'Alsacien, qui me paraît valoir celle d'un Breton. Voyez-vous, je ne vous fais pas de reproches, parce que j'ai fait tout à l'heure le reproche à Méhaïgnerie

de sa modestie - c'était parce que nous étions dans l'Ouest - mais peut-être qu'un jour, en Alsace, je vous ferai, à vous, d'autres reproches ! Il faut aussi que l'ensemble des nations qui ont une activité de pêche respectent les règles rationnelles d'exploitation de la ressource car dans ce domaine, comme dans tous les autres, les préoccupations à court terme ne doivent pas l'emporter sur les grands intérêts nationaux à long terme et les pêcheurs le savent mieux que personne, eux qui voient combien l'exploitation sauvage à laquelle se livrent certaines nations, exploitation sauvage des fonds sous-marins, comporte un risque d'élimination totale de la ressource et donc d'un appauvrissement de tous.\

Il faut enfin aider nos pêcheurs à améliorer leurs résultats, et c'est pourquoi le gouvernement à établi un plan d'ensemble de soutien à la pêche française. J'avais indiqué, le 10 octobre dernier, que le gouvernement devrait mettre en oeuvre un dispositif nouveau pour répondre efficacement aux problèmes de notre pêche.

- Quels sont les moyens à mettre en oeuvre ?

- la réduction des coûts de production,

- le meilleur fonctionnement du marché,

- l'amélioration du rôle de producteurs,

- le renforcement des actions structurelles et conjoncturelles de soutien à notre armement de pêche.

- Ce programme représente un effort très important en faveur de notre pêche : 130 millions de francs de crédits supplémentaires, qui s'ajoutent à ceux déjà votés qui représentaient 167 millions de francs.

- Au total, c'est donc 300 millions de francs qui seront consacrés cette année à la pêche maritime, soit 50 % de plus qu'en 1980, et 200% de plus qu'en 1979, et, je prends l'engagement devant les pêcheurs de Lorient, la pêche maritime française continuera à bénéficier à l'avenir du soutien de l'Etat, au même -titre que les autres secteurs d'intérêt national qui connaissent, comme elle, des difficultés d'exploitation.

- S'il me fallait résumer en 3 mots d'ordre l'action que je propose en faveur de la pêche, je dirai :

- Fermeté dans les négociations internationales pour garantir l'exercice de nos droits historiques,

- Soutien dans l'immédiat pour parer aux difficultés économiques présentes,

- Aide à moyen terme pour accompagner le retour à la compétitivité de notre flotte de pêche.\

Je voudrais, à Lorient, évoquer la question des retraites des marins. J'ai parlé tout à l'heure de la question des inégalités dans la société française. Une concertation a été engagée sur ce sujet, celui de la retraite des marins, avec l'ensemble des partenaires sociaux.

- J'ai constaté que cette concertation a été interrompue. Je le regrette et cela n'a pas été le fait des pouvoirs publics et je souhaite donc qu'aussitôt après l'élection présidentielle elle reprenne le plus rapidement possible et qu'elle puisse déboucher sur un dispositif acceptable par tous.

- Sans attendre le résultat de cette concertation, une revalorisation des pensions les plus basses a été décidée par le gouvernement dans un esprit de justice et, depuis novembre dernier, cette revalorisation s'est élevée à 11 % et, je tiens à le dire, ce sont les veuves de nos marins, dont comme Président de la République je suis avec attention bien entendu les risques et, malheureusement, trop souvent, les sinistres en mer, qui en seront les premières bénéficiaires et qui devront en rester les premières bénéficiaires à l'avenir.\

J'en viens à l'autre aspect de l'espoir, qui est l'espoir concernant l'emploi des jeunes. Lorsque nous sommes entrés dans cette campagne présidentielle `campagne électorale`, tout le monde a dit que le grand sujet était le sujet de l'emploi et, particulièrement, celui de l'emploi des jeunes. Pourquoi ? Parce que la France voit arriver tous les ans sur le marché du travail 750000 jeunes, et que ces jeunes aspirent naturellement à trouver un travail qui corresponde à leurs capacités, à leurs aptitudes, et ils souhaitent souvent que, ce travail, ils le trouvent près de chez eux et il faut que nous ayons la capacité de leur offrir ces emplois dans les années à venir.

- Je m'attendais à ce que les autres candidats, qui n'avaient pas à supporter la charge quotidienne de la gestion de la présidence de la République, qui avaient donc le loisir de réfléchir, de s'informer, d'approfondir leurs propositions fassent des propositions sérieuses et constructives

en-matière d'emploi. Regardez dans vos mémoires ? Que reste-t-il de ces propositions ? Quels espoirs ont-ils fait naître ? Quelles suggestions concrètes ont-ils présentées ?

- Le seul programme cohérent pour la création d'emplois des jeunes a été celui que j'ai présenté moi-même, ce Plan qui est destiné à assurer un emploi ou une formation à toutes les jeunes Françaises et à tous les jeunes Français qui se présenteront d'ici 1985 sur le marché du travail.

- Ce plan, je l'ai présenté d'une façon détaillée, d'une façon chiffrée, en indiquant comment nous pouvions créer, ici 100000 emplois, ici 250000, ici 50000, et quel était le coût financier, le coût budgétaire de ce programme qui est compatible avec les ressources dont nous disposerons au cours des années à venir. Cet engagement central de ma campagne, il vaut pour toutes les jeunes Françaises et tous les jeunes Français. C'est le 1er problème dont je m'occuperai après l'élection présidentielle.

- Je ne m'occuperai pas des travaux futiles, comme de commencer à établir le bilan de l'action de mon prédécesseur, comme si la 1ère chose à faire était de dégager sa responsabilité de façon à bien faire apparaître que si l'on n'a pas capacité de résoudre les problèmes, on a du moins celle de se décharger sur les autres !

- Donc, ma 1ère action, celle qui sera mise, messieurs les députés, messieurs les sénateurs, à l'ordre-du-jour de la prochaine session du Parlement, portera sur les problèmes de l'emploi. Je ne veux pas qu'on ait trompé les jeunes Françaises et les jeunes Français dans cette campagne, c'est-à-dire qu'on leur ait parlé de l'emploi au début et puis qu'au lendemain de l'élection on vienne leur parler d'autre chose ! Le 1er sujet qui sera à l'ordre-du-jour, c'est celui de l'amélioration de la situation de l'emploi pour les jeunes Françaises et les jeunes Français, et nous proposerons des projets à la ratification parlementaire.\

Pour développer l'emploi, il faut naturellement développer notre économie. On ne peut pas à la fois imaginer qu'il y a une politique de l'emploi toute seule dans un coin de la vie nationale, et puis qu'il y a ailleurs une politique économique. C'est la même politique et c'est pourquoi tout se tient : le développement de l'équipement de notre pays, pour pouvoir créer des emplois nouveaux, l'indépendance énergétique pour nous soustraire des mauvais coups que peuvent nous porter les autres, et la libération des forces productives de la France & notamment des petites et moyennes entreprises, notamment en Bretagne, qui doivent continuer à être créatrices d'emplois et qui doivent sentir s'alléger et s'envoler le poids des paperasses inutiles qui se sont accumulées au-cours des administrations successives.

- Donc, développement économique, allègement des forces productives, création d'emplois pour les jeunes, tout ceci se tient.\

Et maintenant, je vais vous parler pour conclure de ce que j'attends de vous dans cette campagne `campagne électorale`. L'inconvénient, de la manière dont une campagne à l'élection présidentielle est conduite, c'est qu'on a l'impression que ce sont des candidats qui font campagne en réalité pour eux-mêmes, pour leur propre sort, comme s'ils postulaient en somme à un certain type d'emploi, comme s'ils étaient des demandeurs d'emploi qui voudraient être satisfaits. Ca n'est pas du tout mon attitude.

- Une élection présidentielle, c'est un grand choix national.

- Je ne vous demande pas de voter pour moi comme une personne particulière & je vous demande de poursuivre l'action que nous avons -entreprise ensemble. C'est pourquoi tout-à-l'heure Cointat parlait de l'action de la majorité pendant sept ans où nous avons travaillé ensemble et ça n'est pas au moment où il faut poursuivre l'effort que nous allons prendre le risque de nous diviser au profit de qui ?

- Vous avez vu comme les derniers scrutins avaient été serrés en France, en 1974, en 1978 ! Pourquoi voulez-vous qu'en 1981 la majorité prenne le risque de se diviser ? C'est pourquoi je compte qu'au 1er tour de l'élection présidentielle on retrouve dans l'isolement, c'est-à-dire là où vous avez votre conscience civique et là où vous avez votre liberté de choix, toutes celles et tous ceux qui ont soutenu l'action que j'ai conduite pendant sept ans, - je dis bien : toutes celles et tous ceux-là car je veux un choix dans la clarté, je ne veux pas d'élimination dans l'ombre, le choix d'un Président de la République ce n'est pas un jeu de quilles, le choix d'un Président de République c'est un peuple qui s'engage et qui doit s'engager dans la clarté. Je veux un combat

République c'est un peuple qui s'engage et qui doit s'engager dans la clarté. Je veux un combat à la loyale, au 1er tour et au second tour.

- Mon objet n'est pas d'éliminer qui que ce soit, mon objet est de gagner pour la France, et faites attention à ce que serait un scrutin du second tour dans lequel il ne resterait aucun candidat de l'opposition. Cela voudrait dire que la moitié des Français n'auraient pas ou ne pourraient pas exprimer une préférence politique à l'occasion de ce choix national. Je veux un combat à la loyale, je ne veux pas être élu par l'abstention de la moitié des Français. Je veux l'emporter sur mon concurrent, comme je le ferai au second tour, et pour cela il faut que vous m'apportiez massivement votre soutien dès le 1er tour, ce que vous allez faire, j'en suis sûr, dimanche prochain !\

Dans cette campagne présidentielle, j'ai choisi la tactique des champions bretons : comme les champions bretons, je fais toute la course en tête, d'un bout à l'autre, depuis le début jusqu'à la fin, je reste en tête du peloton, comme les champions bretons, les champions cyclistes ou les champions sur la mer £ je fais la course loin devant le peloton des neuf poursuivants qui conjuguent maladroitement leurs efforts et qui, d'ailleurs, se donnent entre eux quelques petits coups d'épaule.

- Quand on fait la course en tête, on est seul, seul face au vent des critiques que vous avez entendu s'exprimer avec abondance, et je vous dis simplement avec excès, au-cours des dernières semaines.

- On est seul face au vent des critiques, mais qu'importe le vent des paroles creuses, qu'importe le vent des fausses promesses, qu'importe le vent de la démagogie ! Tout ceci sera balayé par la décision des Français. Comme les champions bretons, je gagnerai avec le soutien populaire de la foule chaleureuse de tous les Bretons et de tous les Français !

- Je suis seul en tête depuis le début de la campagne. La coalition de neuf autres n'a pas réussi à le changer, et je serai en tête après le 1er tour, et au 2ème tour, dans la clarté, à la loyale c'est tous ensemble que nous remporterons la victoire, pour la Bretagne, pour la République et pour la France !

- Je voudrais vous remercier d'être venus. C'est mon avant-dernière réunion de cette campagne. J'attachais beaucoup d'importance à la réunion bretonne de ce soir. Vous avez fait l'effort de venir, vous allez faire celui de repartir, mais je souhaite - et je m'adresse à vous, mesdames et messieurs, mes camarades, les citoyens, - que dans les jours à venir vous continuiez à expliquer autour de vous ce que les Français doivent faire pour poursuivre le progrès et le succès de la France. Il ne faut pas laisser le terrain aux forces de la division ou aux forces de la destruction. Il faut porter dans son coeur, comme je le fais, le soleil de l'avenir de la France, et si chacun le fait un peu au-cours des prochains jours, nous verrons ensemble les résultats de la Bretagne, et nous verrons que la Bretagne aura été à l'avant-garde du choix de la France. Merci de votre effort, merci et vive la France !\